

Les pays du Sahel doivent accélérer la croissance et prioriser l'adaptation climatique

Dossier de la rédaction de H2o
September 2022

À

Le Rapport national sur le climat et le développement (Country Climate and Development Report, en anglais), récemment publié par le Groupe de la Banque mondiale pour les pays du G5 Sahel, estime que jusqu'à 13,5 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté à travers la sous-région d'ici 2050, du fait des chocs liés au changement climatique, si des mesures urgentes en matière d'adaptation ne sont pas mises en place.

Le Sahel est particulièrement vulnérable à la désertification des terres et la déforestation. La région est en effet confrontée à une sérieuse augmentation des sécheresses, des inondations, et autres impacts causés par le changement climatique. Trois des pays du G5 - le Niger, le Mali et le Tchad - figurent parmi les sept pays les plus vulnérables au changement climatique dans le monde et leur capacité d'adaptation est fortement limitée par la pauvreté et la fragilité. "Le changement climatique affecte sérieusement les populations et vient remettre en cause les gains de développement durablement acquis. L'analyse indique que le changement climatique renforce les cycles de pauvreté, de fragilité, et de vulnérabilité dans le Sahel", souligne Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. "Avec une population qui devrait doubler au cours des 20 prochaines années pour atteindre 160 millions de personnes, les pays du Sahel doivent accélérer leur croissance et prioriser l'adaptation climatique s'ils veulent concrétiser le dividende démographique et mettre la région sur la voie d'une croissance durable et inclusive." Les engagements combinés des pays du G5 Sahel ne dépassent pas 1 % des engagements globaux de gaz à effet de serre et ces cinq pays se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Par ailleurs, lors de la COP 26 à Glasgow, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad ont pris l'engagement de stopper et inverser la déforestation et la désertification des terres d'ici 2030. Les Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris ainsi que les estimations du CCDR indiquent que les besoins de financement des pays du G5 Sahel en matière d'actions climatiques se chiffrent à plus de \$30 milliards de dollars. Le rapport montre que les dégâts causés par le changement climatique peuvent être significativement réduits. "Il existe de réelles opportunités pour développer un Sahel plus résilient", explique Clara de Sousa, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. "Ce rapport fournit une feuille de route pour aider les pays à accélérer les réformes et les investissements afin de diversifier leurs économies et les rendre plus résilientes et plus inclusives. Il propose des démarches pour les reverdir en restaurant les terres dégradées et stimulant les opportunités économiques pour les communautés, par le biais de programmes tel que l'initiative de la Grande muraille verte."

G5 Sahel Region: Country Climate and Development Report

Banque mondiale